

Service des Etablissements Classés

C = 14
N° 7.756

ACCUSE DE RECEPTION

D'UNE DECLARATION D'ETABLISSEMENT DANGEREUX,
INSALUBRE OU INCOMMODE de 3ème CLASSE

(Application de la loi du 19 Décembre 1917)

Le Préfet du Département de Seine-et-Marne,
Vu le rapport de M. l'Inspecteur des Etablissements Classés
accuse réception à M. **POUYAUD Guy - Droguiste -**

demeurant **17, rue de la Moirerie à AVON**

de sa déclaration en date du **31 août 1969**

concernant l'installation à l'adresse ci-dessus d'un dépôt de 824 kg de gaz
combustibles liquéfiés destinés à la vente et constitués comme suit :

- 2 bouteilles de propane de 35 kg,
- 13 bouteilles de propane de 13 kg,
- 45 bouteilles de butane de 13 kg.

Cet établissement est rangé dans la 3^e classe des Etablissements dangereux, insalubres ou
incommodes, et compris sous le N° **211.B.II.B.** de la nomenclature annexée

Par application de la loi du 19 Décembre 1917, modifiée, M. **POUYAUD**

devra se soumettre aux prescriptions générales ci-jointes déterminées pour les Etablissements
de la catégorie dont il s'agit ainsi qu'aux prescriptions légales et réglementaires relatives à
l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Destinataires :

- M. **POUYAUD Guy**
- M. le Maire d'Avon
- M. le Sous-Préfet
chargé de l'Arrondissement de Melun
- M. le Directeur
départemental du
Travail et de la Main d'Oeuvre
- M. l'Inspecteur des Etablissements
Classés
- M. l'Inspecteur départemental des
Services d'Incendie et de Secours

Le présent accusé de réception a trait uniquement à l'ouverture d'un établissement
classé. Eventuellement, le déclarant aura à se pourvoir auprès des autorités compétentes pour
obtenir toutes autorisations nécessaires (notamment celles relatives aux permis de construire
à l'occupation du domaine public).

Si l'établissement n'est pas ouvert dans le délai de trois ans à partir de la déclaration
ou si son exploitation est interrompue pendant plus de deux années consécutives, l'industriel
devra faire une nouvelle déclaration.

MELUN, le **8 octobre 1969**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de l'Administration
Générale et de la Réglementation.

Un exemplaire du présent récépissé sera déposé en mairie pour être communiqué sur place aux
personnes intéressées.